

N° 38/CA du Répertoire

N° 1996-34/CA2 du Greffe

Arrêt du 22 mars 2012

**Affaire : LE COLLECTIF DES INSTITUTEURS  
TITULAIRES DU CAP AYANT PRIS PART  
AU TEST DES DOUANES DE SEPTEMBRE 1995,  
REPRESENTE PAR SON SECRETAIRE  
MONSIEUR N. MINTCHI, BP :22 BOPA**

C/  
MFPTRA

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**  
**COUR SUPREME**  
**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 28 mai 1996, enregistrée au greffe de la Cour suprême le 08 juillet 1996 sous numéro 309/GCS, par laquelle monsieur N. MINTCHI, secrétaire du bureau du collectif des instituteurs, a introduit un recours en annulation du test des douanes organisé par le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



Considérant que par lettre n°0902/GCS du 22 juillet 1996, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de cinq mille (5.000) Francs et lui rappelant les termes de l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour Suprême, en vigueur au moment des faits ;

Que cette mise en demeure a été renouvelée à l'adresse du requérant par lettre n°713/GCS du 15 juillet 2003 ;

Que les deux mises en demeure sont restées sans suite ;

Considérant que l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 dispose :

*«Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la cour une somme de cinq mille (5.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».*

Que les mises en demeure étant restées sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

**Par ces motifs,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur N. MINTCHI, secrétaire du Collectif des Instituteurs titulaires du CAP ayant pris part au test des douanes de septembre 1995 est déchu de son action.

**Article 2** : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

**Grégoire ALAYE**, Président de la chambre administrative,

**PRESIDENT ;**




<b>Joséphine OKRY LAWIN</b>	}	
<b>Et</b>	{	<b><u>CONSEILLERS.</u></b>
<b>Victor D. ADOSSOU</b>	}	

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux mars deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Raoul Hector OUENDO,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

**GREFFIER.**

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur

Le Greffier,

  
**Grégoire ALAYE**

  
**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**

